

À CHAUD

Sida : on n'est pas tiré d'affaire



La journée mondiale de lutte contre le Sida aura lieu samedi. Les professionnels de la santé ont rencontré hier les étudiants sur le campus de Pessac. Reportage.

© Romain Dybiec

Acheter des préservatifs, un getse pas si automatique.

À 48 heures de la journée mondiale contre le Sida, une équipe de médecins spécialisés s'est installée près des facs et propose un dépistage gratuit. Caroline est venue faire le test : « Je me fais dépister par précaution, car aujourd'hui, beaucoup de relations ne sont pas stables... » L'attente des résultats est souvent longue, même pour un contrôle de routine. Il faut dire que l'ambiance générale est à la méfiance. 6 000 cas de contamination sont diagnostiqués chaque année, actuellement, en France.

Des pratiques à risque

Manon est chargée de procéder aux dépistages et s'inquiète de l'émergence de nouvelles pratiques à

risque, comme le Sex and Shame : « ça consiste à avoir un rapport sexuel non protégé, combiné à la prise de drogue, et, bien sûr, ça augmente la prise de risque ». Caroline se protège, consciente qu'elle ne sera jamais à l'abri.

Il n'y a pas que les pratiques extrêmes : même dans les couples stables, la vigilance peut être mise à rude épreuve. Depuis le milieu des années 90, l'efficacité progressive des traitements a ramené la confiance et a fait baisser le niveau de vigilance. « Même si on dérape un soir, on se dit qu'on aura un traitement efficace le lendemain, ce qui est totalement faux », regrette Manon. De toute manière, même la simple trithérapie préventive implique de lourds soins, distillés sur un mois. La recherche du

plaisir ne devrait pas occulter la projection de base : le préservatif. Mais ça, c'est la théorie.

Toucher tous les publics

Dans les locaux de l'espace santé, on plaisante sur l'utilisation du bon vieux condom : « La capote a toujours été utile. Quand les soldats américains ne s'en servaient pas pour leurs rapports sexuels, elle protégeait les canons de leur fusil de l'eau et du sable ! » Fini de rire, car depuis cinq ans, les cas de MST ont littéralement explosé. Pour essayer d'endiguer la vague, des tests gratuits de dépistage seront distribués, demain, place de la Victoire : « L'idée, c'est d'arriver à toucher un public différent, les sans-abris et les migrants ».

En effet, le Sida est susceptible de toucher toutes les générations et toutes les classes sociales. Si les pratiques à risque existent chez les catégories les mieux informées, que dire des populations qui passent au travers de toutes les campagnes de prévention ? Même les seniors, pourtant contemporains des années les plus critiques, voient leur population contaminée par le VIH en augmentation. Et les habitants des zones rurales sont toujours aussi difficiles à atteindre. La journée mondiale de lutte contre le Sida, samedi, sonne comme un appel à la vigilance.

Clément BOUINET [@ClementBnt1](#)
Romain DYBIEC [@Rain_Prod](#)

ET AUSSI

FORD PROLONGE SON ATTENTE

JEAN LASSALLE DIVISE SCIENCES PO BORDEAUX

LES GIRONDINS COMPTENT POUR DU BEURRE

L'AGENDA CULTUREL

Retour aux sources pour Jamel Debbouze

Après s'être consacré pendant six ans au cinéma, Jamel Debbouze revient au one-man show. Il sera ce soir et jusqu'à samedi sur la scène du Pin Galant. Avec son spectacle « Maintenant ou Jamel » l'artiste mêle sujets de société et expériences personnelles avec un regard à la fois vif et touchant.

Souvenirs d'exil au musée d'Aquitaine

L'exposition « Refuge », au musée d'Aquitaine depuis hier, est une rencontre avec des migrants installés dans la métropole bordelaise depuis quelques semaines ou années. À l'origine du projet, Leïla Sadel se définit comme une artiste qui aime bousculer nos images mentales. Au travers de photos de leurs parcours et d'objets emportés dans leurs bagages, elle révèle leurs expériences de l'exil. Cette exposition est donc le résultat d'un travail d'un an dans l'intimité des migrants.

Saga Africa à Pessac

Le festival Bulles d'Afrique investit aujourd'hui le campus de Pessac et ce jusqu'au 1^{er} décembre. L'événement est axé sur l'influence artistique des civilisations africaines dans l'art et souhaite montrer qu'aucune culture n'est hermétique aux autres. Demain, c'est la musique qui sera mise à l'honneur avec deux concerts gratuits : The Bongo-Hop, un projet afro-caribéen qui mêle tous les styles et Dahomey System, à la croisée des chemins entre Afrique et Amérique Latine.

Le revers de la capote

C'est officiel, les préservatifs devraient être bientôt remboursés par la Sécurité sociale. Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, l'a annoncé mardi. Dès le 10 décembre, on pourra se faire délivrer des « boîtes de 6, 12 ou 24 unités (...) en pharmacie, sur présentation d'une prescription d'un médecin ou d'une sage-femme », a précisé la ministre.



L'espace santé étudiant du campus propose des préservatifs masculins mais aussi féminins.

© Romain Dybiec

C'est la marque française Eden qui a obtenu l'avis favorable de la Haute autorité de santé. Il a été jugé que le « service rendu » par les préservatifs masculins de cette marque pouvaient justifier un remboursement par l'Assurance maladie. « La prise en charge et l'obtention, sur prescription médicale, d'Eden vont permettre de redynamiser l'image du préservatif, en envoyant un signal fort. Il ne s'agit pas d'un gadget sexuel, mais bien d'un véritable outil de prévention indispensable », a estimé, dans un communiqué, Majorelle, premier laboratoire à entreprendre une telle démarche.

Si une telle perspective s'annonçait prometteuse, la nécessité d'une prescription médicale et la limitation à une seule marque ne semblent pas faire l'unanimité. Pourtant, le calcul annoncé par Agnès Buzyn a tout pour plaire : plus de préservatifs, donc moins de maladies contractées. Les associations engagées dans la lutte contre le Sida y voient surtout un prétexte pour masquer le manque de moyens qui leur sont accordés. Hier, Act Up Sud-Ouest organisait une journée de réaction contre la « pénurie de préservatifs ». « Depuis juin, on n'a pas de capotes gratuites car l'État a restreint les quotas », explique Louise Loudou, présidente de l'association. Face à ce qu'elle appelle un « coup de comm' », elle réclame une « vraie implication de l'État, qui passerait par davantage de subventions et une meilleure politique de prévention ».

Valentin DESPRÉS [@Vdespres1](#)
Maëlle BENISTY [@MaëlleBenisty](#)

VIH : où sont les femmes ?

Si les hommes homosexuels sont les plus susceptibles d'être contaminés, ils ne sont pas les seules victimes. En matière de prévention, les femmes sont les grandes oubliées.

Les chiffres sont frappants. En 2016, 44 % des séropositifs étaient des hommes homosexuels. Premiers à se mobiliser contre la vague sida des années 80-90, ils ont longtemps incarné le visage de la maladie. Et si, en France, il a fallu attendre 2016 pour que le gouvernement lance sa première campagne de prévention ciblée pour les gays, deux ans après, force est de constater que les femmes restent les éternelles oubliées.

Marise Tourne, du collectif Sida 33, déplore une moindre communication vis-à-vis d'elles. Mme Tourne note ainsi que le dépistage est souvent tardif chez les femmes. « Malheureusement, on détecte souvent les femmes séropositives lors des diagnostics de grossesse (...). Pendant trop longtemps, on a parlé du VIH aux femmes en tant que futures mères, pas en tant que femmes dans leur sexualité », se désole-t-elle.

Pour l'association Act Up, les lesbiennes représentent une part infime

des contaminées, mais leurs voix sont relayées par les collectifs queer, ce qui facilite la circulation de l'information. Pour les femmes hétérosexuelles, c'est l'inverse : « Dans la lutte contre le Sida, elles n'ont pas de réel porte-parole ».

Les inégalités hommes-femmes se retrouvent aussi dans la lutte face au Sida. Si les gays sont stigmatisés, les femmes séropositives sont carrément invisibles. « Pendant longtemps, il était tabou d'être séropo pour un homme, imaginez pour une femme », s'indigne Audrey Laroche, coordinatrice à la Maison des Femmes, à Bordeaux.

Pour elle, les rapports hommes-femmes sont intimement liés aux risques d'infection. Audrey Laroche pointe directement la place du préservatif masculin dans les rapports sexuels. La capote est à la fois un rempart, mais aussi un moyen de contraception. Comme elle concerne les hommes, c'est souvent la fille qui

doit l'imposer ou du moins la négocier avant le rapport. C'est une charge mentale compliquée, pour certaines, qui doivent rappeler leur partenaire à un peu plus d'élégance. Mme Laroche explique que les femmes sont doublement victimes de l'oubli de capote : elles peuvent tomber enceintes et, en plus, contracter une maladie sexuelle. Souvent, « tous les moyens préventifs et contraceptifs sont à la charge des femmes ». Et Marise Tourne d'ajouter : « La protection est un contrat entre deux êtres consentants. Pas un, ou plutôt une, seule ».

Or, il se trouve que la réalité est tout autre. Le VIH n'épargne personne. Hétéros, homos, bis, homme, femme, trans, aucun n'est à l'abri. Il faut donc parvenir à sensibiliser tous les publics, sans différence de sexe et d'orientation. Plus facile à dire qu'à faire.

Valentin DESPRÉS [@Vdespres1](#)
An-Nam DURIEU [@Nam_Durieu](#)

Ford, toujours au point mort

Alors que l'annonce était attendue hier, l'entreprise Ford a de nouveau reporté sa décision concernant la reprise de la FAI (Ford Aquitaine Industries) de Blanquefort. Hier après-midi, lors d'une assemblée générale, les salariés hésitaient entre espoir et résignation.



Discussion à l'entrée de l'usine Ford avant l'assemblée générale.

Midi à Blanquefort. Des dizaines de salariés poussent les portillons métalliques. Ils se rassemblent à l'entrée de l'usine Ford. Une figure bien connue saisit le micro. Philippe Poutou, délégué CGT, prend la parole : « Concernant les discussions autour de l'éventuelle reprise, Ford a annoncé le report de son ultimatum au 10 décembre ». C'est clair, c'est net. Ce n'est pas encore aujourd'hui que « les Ford » sauront à quelle sauce ils devraient être mangés. Plus tôt dans la journée, on croyait

encore à l'imminence d'une décision sur la reprise de l'usine par le groupe belge Punch Powerglide. La firme propose de garder 450 des 872 salariés. Mais la maison a préféré s'accorder un tout dernier délai de réflexion, se disant prête « à envisager toute amélioration » du projet. Alors, espoir ?

Plus de temps pour négocier
Gilles Lambersend était présent à la réunion de ce matin, en tant que secrétaire du Comité d'entreprise. En ce début d'après-midi, il se tient aux

côtés de son copain Philippe Poutou. Si l'ambiance est grave parmi les salariés présents, lui estime que « c'est aussi bien qu'il y ait un report. On a encore un peu de temps pour imposer la reprise à Ford ».

« On a dix jours devant nous. Ça va être difficile, il y aura des pressions, du chantage », avoue Poutou. Le délégué syndical a l'impression que la firme n'est pas décidée à accepter le projet en l'état. Il n'a pas oublié la détermination initiale du géant américain à cesser l'activité de l'usine. Les employés gardent espoir, donc,

« On a dix jours devant nous. Ça va être difficile, il y aura des pressions, du chantage »

mais ont été refroidis par les annonces sans lendemain concernant le projet de reprise. Eric, à Blanquefort depuis 33 ans, ne se fait pas d'illusions : « Je ne vois pas pourquoi Ford lâcherait tout, d'un coup, parce qu'ils ont fixé une date, alors qu'ils ont les pleins pouvoirs. Personnellement, je préférerais que ce soit repris, mais j'ai de gros doutes. Et si Punch avait quelque chose dans le chapeau, il l'aurait montré ». Mohamed va dans le même sens : « La date fatidique, ce sera plutôt le 18 décembre ». Le plan de sauvegarde de l'emploi sera bouclé, la réponse sera alors définitive.

Des craintes sur le projet de reprise

Beaucoup restent perplexes, car ils ne savent pas quelles sont les modalités du projet. De nombreux points de l'accord restent tenus secrets. « Le mot à la mode, c'est « confidentialité », plaisante Eric.

Sur le parking, Patrick, 33 ans d'ancienneté, compte les mois avant la préretraite avec appréhension : « Avec Ford, on connaît les conditions de la cessation d'activité. Avec le repreneur, on ne les connaît pas. Ça fait une différence ». Ses collègues et lui aimeraient que l'offre de l'entreprise belge n'aboutisse pas. « Nous, s'il y a un plan de départ, on préfère que ce soit Ford qui le pilote, plutôt qu'un repreneur. Parce que le repreneur a tout négocié à la baisse ». Mais ils le concèdent, une reprise offrirait de meilleures perspectives pour la majorité des salariés. Entre espoir, angoisse et résignation, les ouvriers de « chez Ford » continuent bon an mal an de travailler, entre deux réunions d'information... sans information.

Dorine CONDÉ @DorineConde
Nicolas FLEURY @nicolasfly

LES ACTEURS

Ford a ouvert l'usine de Blanquefort en 1973. Après plusieurs plans sociaux, la firme automobile a annoncé la fermeture du site en février dernier.

Punch Powerglide est un fabricant belge de boîtes de vitesses. L'entreprise a racheté l'usine strasbourgeoise de General Motors et souhaite reprendre partiellement l'usine de Blanquefort.

Les syndicats et les salariés se mobilisent pour conserver le maximum d'emplois.

L'État soutient le projet de reprise : il promet de s'engager à hauteur de 5 millions d'euros.

Les collectivités territoriales devraient y investir 12,5 millions d'euros, dont deux tiers par la région Nouvelle-Aquitaine.

Sciences Po et Jean Lassalle : histoire d'une controverse

Jean Lassalle est aujourd'hui à l'Institut d'études politiques de Bordeaux pour une conférence. Mais sa venue est loin de faire l'unanimité.

Jean Lassalle à l'IEP de Bordeaux. Pourquoi pas, mais... pourquoi lui ? Pourquoi ce personnage hyper médiatique, mais super controversé ? « En tant que député et ancien candidat à la présidentielle de 2017, il a une pratique parlementaire pour le moins personnelle. On voulait le faire intervenir autour de thèmes un peu oubliés à Sciences Po, il a une parole que l'on souhaitait mettre en avant », expliquent les organisateurs. Parmi ces « thèmes oubliés », justement, la vie à la campagne, régulièrement célébrée par le député. Seront également évoquées sa vision de l'Union européenne, ses échecs au vu de la présidentielle de 2022 – à laquelle il s'est déjà déclaré candidat –, ou encore sa participation retentissante au mouvement des Gilets jaunes. Mais sa venue est entachée par huit accusations d'agressions sexuelles, ce qui a récemment terni son image. Pourtant, dans cette invitation, « aucune volonté polémique » de la part du Cercle Mauriac, organisateur de l'événement, qui a tenu à rappeler son « attachement à la présomption d'innocence », dont doit pouvoir bénéficier leur invité. D'autant plus que ces dénonciations n'ont pas été suivies de dépôt de plaintes. Un argument que réfute l'association Sexprimons-nous, un regroupement d'étudiants de l'IEP qui défend l'égalité et le respect entre les genres : « Pour nous, la présomption d'innocence, ce n'est pas un argument. C'est le cas dans la plupart des agressions sexuelles. Seules 10 % des accusations débouchent sur une plainte ». Malgré ces vives réactions, les



© Marie-Lan Nguyen

Jean Lassalle au lancement de la campagne du Modem pour les élections régionales de 2010.

organisateur ont refusé d'annuler la conférence « sous ces prétextes », regrettant que Jean Lassalle serve de « parfait bouc émissaire » et rejetant cette « justice sauvage ».

Un invité qui fait débat
« C'est la première fois qu'il y a un agresseur sexuel présumé à Sciences Po », pointe Noïma Henry, co-présidente de Sexprimons-nous, qui a donc signé un communiqué appelant au boycott de la conférence. La direction de l'IEP a envoyé, de son côté, un communiqué qui considère « qu'il n'y a aucune valeur partagée entre notre institution et celles prônées par l'invité du Cercle Mauriac ». En clair, chacun chez soi. Et, de toute manière, c'est la personnalité de l'invité qui est pointée du doigt, notamment son « pseudo humour », « ses différents comportements, anciens et récents » et surtout « les accusations de harcèlement sexuel nombreuses et répétées » à son encontre.

L'administration autorise cependant le maintien de la conférence, puisqu'elle a été déclarée en bonne et due forme et qu'aucun trouble à l'ordre public n'est à craindre, ce qui, d'ailleurs, n'est pas sûr à 100 %. Cette démarche de la direction peut sembler contradictoire avec certaines prises de position antérieures. En 2016, elle s'était opposée à la venue de Marion Maréchal-Le Pen.

A Lyon et Lille, même controverse
Sexprimons-nous, comme le Cercle Mauriac, auraient tous deux aimé un échange plus poussé sur la question avant que la venue de Lassalle ne soit définitivement actée. Chacun a reçu des marques de soutien de la part des étudiants, même si « beaucoup ne se sentent pas concernés », selon les dires des deux camps. Ce n'est pas la première fois que la venue de Jean Lassalle suscite le débat au sein de l'IEP. L'an passé, à Lille, la rencontre prévue avec le député avait été annulée à la suite d'une pétition des étudiants. Il y a quinze jours, à Lyon, un groupe a réussi à faire échec à sa venue pour une conférence. A Bordeaux, Sexprimons-nous a annoncé la tenue d'un sit-in devant l'amphithéâtre, mais sans volonté d'en bloquer l'accès. L'association a également prévu une sensibilisation au harcèlement sexuel via des tracts et une exposition. Au risque d'un échange plus musclé entre les pour et les contre ?

Laura DIAB @lauradiab2
Clara ECHARRI @Cl_Etx

Jean Lassalle en quatre coups d'éclat

2003 : A l'Assemblée nationale, il interrompt le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy en chantant la chanson béarnaise Aqueros Mountagnos, pour dénoncer la disparition des services publics de proximité.

2006 : il entame une grève de la faim au Palais Bourbon pour protester contre le départ de l'usine Toyal de la vallée d'Aspe.

2013 : pendant huit mois, il quitte l'Assemblée nationale pour effectuer un tour de France à pied de plus de 5 000 kilomètres « à la rencontre des citoyens ».

2018 : il provoque une suspension de séance à l'Assemblée nationale en arborant un gilet jaune, malgré les injonctions répétées du président de l'Assemblée, Richard Ferrand, le sommant de le retirer.

Bordeaux, dernier espoir pour l'Europe

Ce soir, Bordeaux affronte le Slavia Prague. Leur dernier espoir de se qualifier pour le prochain tour de l'Europa League.

Les Girondins jouent leur dernier atout ce soir au Matmut Atlantique, pour garder une chance d'atteindre les seizièmes de finale de l'Europa League. Face au Slavia Prague, l'entraîneur Eric Bedout devrait procéder à des changements dans le onze de départ, pour relancer certains joueurs à l'approche d'un mois de décembre qui sera dense.

Six matchs de poule et puis s'en va ? La saison européenne du club au scapulaire pourrait tourner court s'il ne gagne pas face à Prague, actuel deuxième du groupe. Les Girondins, bloqués en dernière position avec un famélique point au bout de quatre journées, ne devront pas se poser de questions car tout autre résultat qu'une victoire marquerait la fin d'un parcours européen semé d'embûches. La composition du soir devrait faire la part belle à des joueurs qui pour l'instant, ont eu peu de temps de jeu.

Les jeunes Zaydou Youssouf et Aurélien Tchouaméni auront la chance de bouleverser l'ordre établi au milieu de terrain. C'est surtout la prestation en attaque de Nicolas de Préville qui sera scrutée. Il joue sa dernière cartouche avant le retour de blessure d'Alexandre Mendy.

Clément BOUINET @ClementBnt1

En attendant Paris...

La semaine sera chargée puisque dimanche, le Matmut sera complet pour la venue du leader de Ligue 1, le Paris Saint-Germain. Actuels douzièmes du classement, les Girondins doivent impérativement prendre des points avant la trêve des confiseurs pour s'éviter un début de crise. La semaine dernière, ils n'avaient pu faire mieux qu'un match nul à Dijon (0-0). Ils avaient cru marquer deux buts, mais ils ont été refusés par l'arbitrage vidéo. S'ils ne perdent pas face à l'ogre de la capitale, les Girondins peuvent devenir la première équipe française à priver les Parisiens des trois points de la victoire.



Les Girondins joueront ce soir au Matmut Atlantique.